

Mohamed Boussaid dévoile la feuille de route du secteur financier pour le climat

Une finance durable multidimensionnelle émerge

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Développement des instruments financiers durables, extension de la gouvernance, renforcement des capacités, transparence du marché et promotion de l'inclusion financière en tant que vecteur du développement durable... Ce sont là les cinq axes majeurs de la feuille de route marocaine pour l'alignement du secteur financier national sur le développement durable. Ce dispositif, élaboré en coordination avec le comité scientifique de la COP22, est le fruit d'un large processus de concertation entre l'ensemble des opérateurs, fédérations professionnelles et régulateurs. Citons dans ce sens : le Groupement professionnel des banques du Maroc, l'Autorité marocaine des marchés des capitaux, la Confédération marocaine des entreprises du Maroc, la Fédération marocaine des sociétés d'assurance et de réassurance, l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale et Casablanca Finance City Authority.

«Le Maroc a pu construire au fil des années des acquis, notamment en termes de consolidation du cadre macroéconomique et d'approfondissement du secteur financier, qui permettent aujourd'hui à notre pays de faire évoluer les enjeux de la sphère financière vers la prise en compte de questions plus complexes telles que la problématique du climat», explique dans ce sens Mohamed Boussaid, ministre de l'économie et des finances. Le ministre a par ailleurs énuméré les grandes lignes de la stratégie de son département en vue de mettre en œuvre les engagements du Maroc en faveur du climat. Cette vision comprend la mise en place d'un cadre réglementaire et incitatif pour le développement de solutions de financement adaptées aux besoins de l'investissement «vert» et de la lutte contre les changements climatiques. Ceci passera à travers la diversification de la panoplie des instruments financiers offerts, le développement de compartiments «verts» et la mise en place d'un cadre incitatif dédié aux Très petites et moyennes entreprises TPME pour le financement de leurs projets «d'adaptation».

Notons que le Maroc a été parmi les premiers pays à avoir présenté sa contribution prévue déterminée au niveau national qui cible une réduction aux émissions de gaz à effet de serre de 32% à l'horizon 2030 dont une réduction inconditionnelle de 13%. Cette dernière nécessite une enveloppe de 10 milliards de dollars que le Maroc devra mobiliser de ses propres moyens à travers les mesures engagées dans les plans solaires et éoliens. Par ailleurs la réduction additionnelle de 19% nécessite un budget de 35 milliards de dollars conditionné par l'accès à de nouvelles sources de financement, notamment le Fonds vert pour le climat.

Un modèle financier inclusif et durable au Maroc et en Afrique

A travers cette feuille de route, le secteur financier marocain tend à mettre en place un modèle inclusif et durable. Selon Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al-Maghrib, «la feuille de route liste ainsi toutes les actions et mesures à mettre en œuvre pour l'alignement coordonné et progressif du secteur financier marocain, englobant les activités de la banque, d'assurance, de marché des capitaux, sur les enjeux de développement durable». En effet, cette vision a pour objectif de favoriser l'émergence d'une véritable finance durable multidimensionnelle qui prend en compte à la fois les préoccupations environnementales induites par le changement climatique, social et de gouvernance. Dans la lignée de l'engagement réaffirmé du Maroc à promouvoir une coopération Sud-Sud, cette feuille de route comporte une dimension africaine favorisant l'émergence d'une finance verte sur le plan continental.

La feuille de route du secteur financier marocain pour l'émergence d'une finance durable en Afrique s'articule autour de deux axes, à savoir le renforcement de la coopération sur le plan régional et continental en matière de développement durable ainsi que le positionnement de la place financière de Casablanca en tant que hub pour la finance climat.



Bank Al-Maghrib investit dans les Green Bonds de la Banque mondiale

Le Maroc investit 100 millions de dollars dans les obligations vertes de la Banque mondiale. C'est ce qu'a annoncé Abdellatif Jouahri en marge de la rencontre dédiée à la présentation de la feuille de route du secteur financier marocain pour le climat. Selon le gouverneur de la banque centrale, cet investissement servira à financer des projets de développement durable, par la Banque mondiale, y compris dans des pays d'Afrique. «Cette opération envoie un message fort aux investisseurs et aux responsables de la politique climatique du monde entier quant à l'engagement du Maroc en faveur de la finance climat», indique dans ce sens Arunma Oteh, vice-présidente et trésorière de la Banque mondiale. Et d'ajouter que «le Maroc fait partie des pays bénéficiaires du programme d'obligations vertes de la Banque mondiale pour faciliter sa conversion à une économie décarbonée. Aujourd'hui il investit dans la transition du reste du monde vers un avenir plus vert». Ces obligations à trois ans assorties d'un taux d'intérêt fixe à coupon semi-annuel viendront à échéance le 15 décembre 2019. Le chef de file unique de cette opération sera Crédit Agricole CIB. Notons que depuis

le lancement de sa première obligation verte en 2008, la Banque mondiale a émis 128 Green Bonds libellés dans 18 monnaies, soit un total de près de 9,7 milliards de dollars.

« La vision du département de M. Boussaid comprend la mise en place d'un cadre réglementaire et incitatif pour le développement de solutions de financement adaptées aux besoins de l'investissement «vert» et de la lutte contre les changements climatiques.